Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1577

Rubrik: Forum

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Vietnam: chronique d'une bonne intention

Depuis peu, le pays suit la voie du libéralisme économique. Malgré de bons résultats, les inégalités se creusent et le régime politique se durcit.

Yvan Loehle

La conférence annuelle, organisée conjointement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) sur le Vietnam il y a quelques semaines, offrait l'occasion de faire le point sur un élève socialiste récemment assis sur les bancs d'école du libéralisme économique. A l'image de Deng Xiaoping en Chine qui, dès les années quatre-vingt, remplace le dogmatisme socialiste par une approche économique plus pragmatique, le Vietnam s'engage depuis 1986 dans un certain nombre de réformes de son système productif («*Doi Moi*», signifiant à la fois réforme et renouvellement). Il s'agit de raviver une économie asphyxiée par la disparition de l'aide économique de l'ex-URSS, mais sans que le système politique ne perde son âme socialiste.

Un pays sur la bonne voie

A la grande différence de bons nombres de pays en voie de développement d'Afrique ou d'Amérique latine, le Vietnam dispose d'un Etat fort, grâce auquel il tente de garder le contrôle du processus de libéralisation. Ce dernier démarre plutôt bien, selon Ton Nu Thi Ninh, vice-présidente de la Commission parlementaire vietnamienne des affaires étrangères et invitée de cette journée. L'Etat fait son possible pour se maintenir au cœur du système financier et encadrer les investissements étrangers (qui représentent un quart du budget national). Il lui arrive de refuser certains prêts du Fonds monétaire international (FMI) lorsqu'ils sont conditionnés à une libéralisation des marchés considérée comme trop déstabilisante. Par ailleurs, ce dernier institue des quotas à l'exportation pour assurer prioritairement l'alimentation de sa population. Les résultats économiques sont plutôt convaincants. Avec une croissance économique de sept pour cent en 2002 et des investissements étrangers en augmentation (presque cinq milliards en 2002), le Vietnam est aujourd'hui considéré comme un «bon élève». Dépendant de l'aide alimentaire en 1990, il est aujourd'hui le troisième plus gros exportateur mondial de riz. Et à en croire la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey dans son discours de clôture, le bilan social est réjouissant. Durant la dernière décennie, le Vietnam a vu la pauvreté baisser de quinze pour cent et l'analphabétisme de sa population diminuer de presque la moitié. L'administration fédérale, qui a fait du Vietnam un pays «prioritaire» lui allouant en 2003 plus de dix-huit millions de francs (Seco et DDC réunis), ne peut que s'en féliciter.

Pourtant, la lecture de *Un seul monde*, dernier numéro du magazine de la DDC, offre une image plus nuancée, voire inquiétante de la situation. Au-delà des moyennes arithmétiques lissant la réalité, on observe des processus sociaux, écologiques et politiques similaires à ceux qui bouleversent nos sociétés. Les privatisations, encouragées par la crise économique de la fin des années nonante, sans parler des terribles inondations qui ont touché il y a cinq ans huit millions de personnes, ont creusé les disparités sociales. D'un côté, on remarque une bourgeoisie récente profitant des nouveaux marchés. De l'autre, une population rurale pénalisée par le désinvestissement de l'Etat. Rüdiger Siebert constate que «l'Etat consacre toujours moins d'argent aux systèmes d'éducation et de santé, ainsi qu'à l'administration et à la recherche. Ceux qui en ont les moyens envoient leurs enfants dans des écoles privées et se font soigner dans des cliniques tout aussi privées. Mais la majorité des Vietnamiens ne peuvent pas s'offrir cela.» Sur le plan écologique, les succès économiques paraissent chèrement payés. «L'exploitation abusive de la nature, le bradage des richesses naturelles telles que pétrole et charbon, la culture intensive du riz dans le delta du Mékong, avec des dégâts écologiques provoqués par l'utilisation croissante de pesticides, ou encore la production massive de café qui exerce une pression sur les prix du marché mondial» sont les sources majeures d'inquiétude. Sur le plan politique finalement, le durcissement du régime - un signe de faiblesse face à des dynamiques économiques et sociologiques déstabilisantes - bloque tout processus démocratique qui permettrait un partage plus équitable des fruits des nouvelles richesses.

Les failles du discours officiel

Alors que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) peine à garantir la régulation de l'économie mondiale, l'exemple vietnamien nous tend un miroir légèrement décalé dans le temps. On peut y voir les mécanismes socio-économiques engagés depuis de nombreuses années dans la transformation des sociétés occidentales. Par la même occasion, ce pays qui avait la ferme intention de maintenir l'économie sous le contrôle du politique nous rappelle les failles du libéralisme économique à l'égard de l'écologie, des droits de l'homme et des exigences de justice sociale.

Le décalage entre les discours officiels tenus lors de cette Conférence - propos sans doute destinés autant aux investisseurs privés qu'aux acteurs de la coopération - et les constats rapportés par *Un seul monde* est significatif. Il est le reflet des inévitables contradictions et ambiguïtés propres aux politiques de coopération. Entre le credo de la DDC, qui consiste à donner aux acteurs locaux les moyens de diriger leur propre développement, et la voie du libéralisme économique encore considérée comme incontournable, l'équilibre n'est pas toujours facile à trouver. ▪

Rüdiger Siebert, «Des marchés derrière le rideau de bambou», *Un seul monde*, n° 3, septembre 2003.